



Déception profonde pour Marc Ravalomanana, dès le début du sommet extraordinaire sur Madagascar, le samedi 20 juin 2009 à Johannesburg.



Nicolas Sarkozy et Marc Ravalomanana. Image à jamais détruite par les propos incendiaires de ce dernier

Le 10 juin, dans un communiqué, Marc Ravalomanana avait déclaré : « J'applaudis la décision de la SADC de convoquer un sommet extraordinaire, samedi 20 juin

, dans le but de résoudre la crise à Madagascar ». En fait, un peu trop sûr de lui, il espérait vraiment que les Chefs d'Etat africains présents à ce sommet organisé sous l'égide de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC, actuellement présidée par l'Afrique du Sud), allaient suivre aveuglément sa volonté personnelle de résoudre la crise par une solution militaire, en « partenariat » avec le COMESA (marché commun de l'Afrique australe et orientale). Tout le monde n'est pas achetable ici-bas... Car le 10 juin, il avait encore fanfaronné, par téléphone interposé,

aux « légalistes » de Magro à Antananarivo et Antsirabe (seules villes à Madagascar où une frange de la population conteste le régime de transition présidé par Andry Rajoelina), en clamant que « toutes les options, y compris militaires, seront étudiées ». Du coup, ce fut l'euphorie et l'espoir de voir revenir « Dada » avec des soldats « pacificateurs »,

avant le 26 juin, fête

de l'Indépendance de la Grande île.

En fait, il entretenait l'espoir depuis des semaines et des semaines...



Jacob Zuma : « **Processus politique...** »

Douche froide pour Marc Ravalomanana, ce samedi 20 juin à Johannesburg. En effet, malgré les déclarations publiques de soutien du nouveau président sud-africain, Jacob Zuma, celui-ci « a insisté sur la nécessité de trouver **une solution politique** à la crise qui secoue Madagascar depuis plusieurs mois ». Exit, dès lors la fameuse solution militaire répercutée et amplifiée à outrance par tous les « enfants de papa » (« Zanak'i Dada »), dans une ambiance de pose de bombes artisanales. Pour donner le ton, sans doute. Mais cette option a déjà été condamnée unanimement par la communauté internationale -la France et les Etats Unis en tête- qui ne veut plus être complice des mensonges de Ravalomanana. Et le président Zuma d'insister : « **Nous pensons qu'on parviendra à la paix si toutes les parties impliquées dans le conflit sont engagées dans le processus politique. Une solution à Madagascar devrait se dessiner à partir des principes constitutionnels et démocratiques** ».

Ravalomana : le piège de ses mensonges se referme sur lui

Dimanche, 21 Juin 2009 08:35 - Mis à jour Lundi, 22 Juin 2009 09:14

